

Grèce : l'Eurogroupe impose des « mesures drastiques »

lundi 13 juillet 2015, par [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) (Date de rédaction antérieure : 13 juillet 2015).

Pour information, nous reproduisons ci-dessous une présentation du *lMonde* de l'accord passé à Bruxelles au sein de l'Eurogroupe, nous y reviendrons ultérieurement plus longuement.

Résumé (*Le Monde*)

Voici un point sur ce qui a été acté, ce matin, par les dirigeants de la zone euro :

La Grèce pourra briguer un nouveau plan d'aide européen, d'un montant estimé à plus de 80 milliards d'euros.

En échange, Athènes s'est engagée à mettre en œuvre un certain nombre de mesures drastiques pour réaliser des économies. Une première série d'actions prioritaires devra être adoptée d'ici à mercredi 15 juillet.

Un fonds chargé de privatiser une partie des actifs grecs, à hauteur de 50 milliards d'euros, sera également mis en place en Grèce. Les liquidités qu'il dégagera seront consacrées à la recapitalisation des banques grecques, à cours de capitaux, à rembourser les charges de la dette et à réaliser des investissements dans le pays.

Un « reprofilage » de la dette est également envisagé a annoncé François Hollande. Il pourrait prendre la forme d'un rééchelonnage des échéances de paiement.

Un certain nombre de Parlements européens doivent à présent avaliser cet accord, ce qui pourrait prendre plusieurs semaines. D'ici là, un nouvel Eurogroupe prévu lundi après-midi pourrait débloquer une aide d'urgence pour éviter à Athènes un nouveau défaut de paiement auprès de la Commission européenne à qui elle doit 3,5 milliards d'euros d'ici au 20 juillet.

Comme l'explique notre correspondante à Athènes, Adéa Guillot :

Les créanciers exigent du premier ministre grec qu'il fasse adopter d'ici à mercredi une première série d'actions prioritaires, notamment sur un changement du régime de la TVA ou sur la réforme des retraites.

Lors de ce premier vote se dessineront certainement les nouveaux équilibres politiques révélés par le vote de samedi au Parlement grec. Car, si une large majorité de députés avaient alors décidé de soutenir l'effort de négociation d'Alexis Tsipras, de nombreuses défections dans son propre camp sont apparues au grand jour. Dix-sept députés du parti de la gauche radicale Syriza avaient refusé

d'accorder leur soutien au premier ministre (2 non, 8 abstentions et 7 absents).

Il y a également de fortes pressions à Bruxelles pour que des changements politiques interviennent le plus rapidement possible. Alexis Tsipras doit, au minimum, opérer un remaniement ministériel pour se défaire des éléments les plus radicaux de son gouvernement. Notamment ceux issus de la plate-forme de gauche (un mouvement situé à l'aile gauche de Syriza) qui se sont désolidarisés ces derniers jours de leur premier ministre. Premiers visés, le ministre du redressement productif Panayiotis Lafazanis et le ministre de la sécurité sociale Dimitris Stratoulis, qui se sont tous deux abstenus lors du vote de samedi.

Les créanciers, inquiets qu'un gouvernement Syriza refuse d'appliquer de nouvelles mesures d'austérité, même adoptées au Parlement, veulent aller encore plus loin. Et font pression sur Alexis Tsipras pour qu'il accepte de faire entrer dans son gouvernement des ministres issus d'autres formations politiques et notamment du parti centriste To Potami.

Crise grecque : un accord « unanime » en contrepartie de « réformes sérieuses »

Accord trouvé Après une nuit de tractations, les dix-neuf dirigeants de la zone euro se sont mis d'accord pour négocier un troisième programme d'aide à la Grèce.

Contreparties En contrepartie de ce soutien financier, la Grèce doit s'engager à mener des « *réformes sérieuses* », a annoncé le président du Conseil européen, Donald Tusk.

Zone euro Cet accord permet à la Grèce de rester dans la zone euro, « c'était l'objectif », selon François Hollande.

Il aura fallu un long week-end et une interminable nuit de négociations pour que la zone euro trouve finalement, lundi 13 juillet à 9 heures, un accord pour venir en aide à la Grèce. Athènes pourra bien faire appel à un troisième plan d'aide financier européen en contrepartie d'importantes réformes, d'un montant de plus de 80 milliards d'euros.

C'est Donald Tusk, président du Conseil européen, qui a annoncé la fin des pourparlers peu avant 9 heures :

« Le sommet de la zone euro a trouvé un accord à l'unanimité. Sommes tous prêts pour un programme d'aide pour la Grèce via le mécanisme européen de stabilité (MES), avec des réformes sérieuses et un soutien financier ».

« Le Grexit a disparu », a enchaîné Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, écartant définitivement tout scénario d'une sortie de la Grèce de la zone euro, qui avait semblé être sérieusement posé à la table des négociations durant le week-end. L'Allemagne avait notamment proposé l'idée d'une sortie temporaire, pour cinq ans, du pays sans le contraindre à quitter la zone euro, schéma non prévu par les traités européens.

Un fonds va gérer les actifs grecs

Les négociations ont duré toute la nuit entre les chefs d'Etat, sur une liste de propositions ébauchées par l'Eurogroupe avant le sommet des chefs d'Etat sur laquelle jusqu'à tôt lundi matin, ces derniers semblaient ne pas trouver d'accord.

Au final, l'accord inclut :

Une liste de mesures drastiques, dont au moins trois ou quatre doivent être approuvées d'ici à mercredi 15 juillet par le Parlement grec. Leur détail n'est pas exactement connu à l'heure actuelle, mais elle pourrait comprendre une réforme de la TVA et l'ébauche d'une réforme des retraites.

La création d'un fonds chargé de privatiser les actifs grecs à hauteur de 50 milliards d'euros. Dans le brouillon de compromis, il devait être localisé au Luxembourg. Une condition inacceptable pour Alexis Tsipras qui est parvenu à le faire déménager en Grèce. Les liquidités qu'il dégagera seront consacrées à la recapitalisation des banques grecques, à court de capitaux, à rembourser les charges de la dette et à des investissements dans le pays.

Sur la question de la dette, François Hollande a évoqué la perspective d'un « *reprofilage* » de celle-ci, portant sur ses échéances et ses intérêts. De son côté, Angela Merkel a affirmé que l'Eurogroupe était prêt, si nécessaire, à accorder un « *délai de grâce* » (délai de paiement) et des échéances plus longues.

Autre point d'achoppement : le recours, ou pas, à une nouvelle aide du **Fonds monétaire international**. Là aussi pour Alexis Tsipras, il en était hors de question, d'autant que l'institution dirigée par Christine Lagarde refusait jusque-là de remettre la main à la poche en raison du précédent défaut de paiement grec à son égard. Finalement, selon Angela Merkel, « *la Grèce demandera une nouvelle aide au FMI lorsque le programme en cours aura expiré, en mars 2016* ».

Un accord qui doit encore être approuvé par les Parlements

Cette base d'accord doit encore être avalisée par un certain nombre de Parlements européens, dont le Parlement français, lequel votera dès mercredi.

Au total, la procédure pourrait prendre deux ou trois semaines au cours desquelles la Grèce se trouvera toujours à court de liquidité alors même que s'approche la perspective d'un nouveau défaut de paiement grec, cette fois à l'égard de la BCE, à qui Athènes doit 3,5 milliards d'euros à l'échéance du 20 juillet.

D'ici là, Athènes pourrait bénéficier d'un financement d'urgence qu'un nouvel Eurogroupe prévu lundi après-midi pourrait acter. La BCE, qui devait aussi se réunir dans la journée et qui attendait ce signal depuis des semaines, pourrait également relever le plafond des liquidités d'urgence et redonner de l'air aux banques grecques, au bord de l'asphyxie.

Lemonde.fr

*

http://www.lemonde.fr/economie/live/2015/07/13/crise-grecque-suivez-la-situation-en-direct_4681096_3234.html#hd8m3ejZLTLYIvPu.99
